

# BRUNO LAFONT

## Co-président, LafargeHolcim

La composition du panel m'invite à penser que je dois parler de l'entreprise et de l'industrie en termes pratiques et concrets. Premièrement, je tiens à dire que la plupart des entreprises européennes, ou la majeure partie de l'industrie européenne, souhaitent un accord mondial le plus tôt possible, voire sans doute aussi un accord allant plus loin que celui sur lequel débouchera la COP 21.

Pourquoi est-ce important pour ces entreprises ? C'est important, premièrement, parce qu'elles comprennent le défi que cela représente pour le monde. Elles sont conscientes que leurs intérêts et les intérêts du monde se rejoignent à long terme. Deuxièmement, cela constitue un énorme défi pour ces entreprises et plus tôt elles sauront qu'il y a un accord, moins il y aura d'incertitudes. Elles pourront ainsi mieux se mobiliser, s'engager et optimiser l'utilisation de leurs fonds.

Le changement climatique est un énorme problème, inutile de revenir là-dessus ; ce problème est, qui plus est, extrêmement complexe à résoudre. Nous y avons consacré beaucoup de temps ces 10 ou 20 dernières années, différentes actions ont été mises en œuvre en Europe, et nous pouvons aller plus loin dans cette expérience. Or, comme cela a été dit, s'il n'y a pas d'accord, cela signifiera du temps perdu et toujours des incertitudes. Plus important encore, la question du changement climatique semble vitale, or d'autres priorités la relèguent souvent au second plan. La crise financière est passée par là, et Copenhague a probablement donné l'impression que nous devions, et que nous pouvions nous permettre de prendre un temps de réflexion supplémentaire. Je pense bien sûr que le sommet de Copenhague a été une réussite car il a contribué à une prise de conscience, et sans prise de conscience, pas de résultat. Cependant, les choses sont tellement complexes que nous devons comprendre que tout cela prendra du temps.

Pour les entreprises, c'est une question qui divise car il y a beaucoup en jeu en termes de croissance, de coûts et d'investissements. C'est vrai pour les pays, et nous assistons d'ailleurs à de nombreux débats, mais c'est vrai aussi pour les entreprises car cela a un impact sur leur croissance et leur compétitivité. C'est encore plus important pour les entreprises qui sont fortement impactées, et je vais essayer de vous donner quelques exemples.

L'objectif de limitation du réchauffement climatique en-dessous de deux degrés se traduira par de très hautes ambitions. Il est bon d'avoir de hautes ambitions, mais cela signifie que nous devons consentir d'avantage d'efforts et que nous devons agir rapidement. Or certaines choses peuvent se faire rapidement, d'autres non. On ne parle pas ici de petits changements dans les activités quotidiennes, mais d'une réelle transformation de l'entreprise et de l'économie – et cela transformera l'économie mondiale à maints égards. Il s'agit là d'un énorme défi pour les entreprises, le monde économique et le secteur privé.

Ce qui est en jeu, c'est le bouquet énergétique, la consommation d'énergie, les émissions émises par l'industrie, et enfin, le type de solutions que les entreprises peuvent apporter au système. Il est évident que nous devons accélérer le rythme et trouver des solutions innovantes. Qui va s'en charger ? Il est clair que les gouvernements ont un rôle clé à jouer : ils doivent fixer les objectifs, mettre en place des réglementations stables et cohérentes tout en gardant un œil sur ce que font les autres car toute différence importante entre pays faussera la concurrence. Ils doivent également créer un paysage adapté au cycle. Le système européen d'échange des quotas d'émission de CO<sub>2</sub> (système EU - ETS) a tout prévu, sauf la récession qui a entraîné une baisse des prix du CO<sub>2</sub>.

Les entreprises sont un rouage essentiel de la mise en œuvre d'un accord car elles doivent tout faire ou presque. Sans elles, il n'y aura pas de solutions, pas de réduction des émissions et pas de changement dans le bouquet énergétique. Elles apportent les technologies et l'innovation, elles sont capables de lever des fonds et elles peuvent également interagir d'un bout à l'autre des chaînes de valeur, chose absolument essentielle. Nous en savons quelque chose dans mon entreprise car nous opérons dans le secteur du bâtiment qui compte nombre d'acteurs différents.

Que fait une entreprise comme la nôtre ? Premièrement, cela fait plus de 20 ans que nous sommes sensibilisés à ce problème ; mon prédécesseur était à Rio. Deuxièmement, étant conscients de ce problème, nous avons commencé à réduire nos émissions il y a 15 ans déjà et nous sommes parvenus à une diminution de l'intensité carbone de 27 % durant cette période, soit un petit peu plus de 1 % par an. Il y a dix ans, nous avons lancé un programme d'innovation afin de renforcer les atouts du ciment, seul produit capable d'assembler des pierres ; et le béton permet déjà de construire des bâtiments fiables et durables, mais il peut être amélioré. Nous devons donc chercher des solutions afin d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments ; nous avons déjà trouvé des solutions innovantes.

Nous nous sommes attachés à impliquer davantage nos parties prenantes et nous avons instauré un dialogue fructueux avec les ONG et les communautés. Nous avons également mobilisé notre secteur, et le secteur du ciment est le seul à avoir une approche sectorielle. En quoi consiste cette approche ? Elle consiste tout d'abord à mettre en place une base de données, définir les données, définir les systèmes de mesure, établir des rapports, examiner et évaluer les rapports, ce qui est le fondement même de toutes les actions mises en œuvre pour réduire les émissions. Ce groupe, appelé « *Sustainable Cement Initiative* » (programme « Vers une industrie du ciment durable »), grâce à l'engagement de ses membres, a déjà réduit les émissions totales de CO<sub>2</sub> d'un volume équivalent aux émissions émises par un pays comme la Roumanie, ce qui n'est pas rien, c'est même considérable.

Par ailleurs, les entreprises, et elles ne sont pas les seules, ont commencé à coopérer ensemble. Il n'y aura pas d'accord sur les détails si les entreprises ne sont pas unies et n'ont pas discuté au préalable des solutions, des systèmes et des réglementations qui seront les plus efficaces. Nous nous sommes engagés sur la voie de la coopération et ce n'est qu'un début. Nous travaillons donc à transformer notre entreprise et notre secteur, et nous travaillons également à créer des opportunités de croissance. Nous pensons certes que cela représente un fardeau, une contrainte, mais qu'il devrait également y avoir de nouveaux gisements de croissance.

Je ne voudrais pas m'attarder trop longtemps sur les villes. Nous avons vu que ce sont les gouvernements qui établiront les règles, pourtant les instances opérationnelles dans le secteur public sont les villes, et les villes vont avoir un rôle important à jouer dans l'avenir. Nombre de villes qui existeront en 2050 n'existent pas aujourd'hui ; probablement plus de 50 % des constructions qui existeront en 2050 n'ont pas encore été construites. Cela concernera essentiellement les pays émergents, et il y a beaucoup de travail à faire. Les villes sont en grande partie responsables du changement climatique, avec 60 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> liées entre autres au transport ou à la construction. Il est absolument vital de bien réfléchir à la planification des villes et que les entreprises coopèrent avec les villes en amont de la planification afin de mettre en œuvre des actions efficaces et rentables, de contribuer à la croissance, d'accélérer le progrès et de lutter contre le changement climatique.

Ainsi, pour parvenir à un accord efficace, il faut une véritable prise de conscience de la part de chacun, et je pense que nous avons accompli d'énormes progrès en la matière. Nous avons besoin d'engagements ; la COP 21 est l'occasion d'aller de l'avant, ce qui est également très encourageant. Nous avons besoin de mesures, de rapports et de vérification. C'est un point qui n'est pas suffisamment mis en avant. On ne peut pas commencer à parler de valeurs et de partage sans savoir de quoi on parle exactement, et aujourd'hui le niveau de mesure n'est pas suffisant : ce sera un point clé de l'accord. Il est plus important de s'entendre sur les mesures que de s'entendre sur le caractère contraignant ou non de l'accord ; c'est un point crucial à mes yeux.

Enfin, nous avons besoin d'outils et de systèmes adéquats, et je voudrais parler ici de la tarification du carbone, ou tout autre terme par lequel elle est désignée. La tarification du carbone est un outil qui a démontré sa capacité à accélérer les réductions d'émissions de CO<sub>2</sub> ; la tarification du carbone accélère également l'innovation et est capable de créer de nouvelles opportunités. Elle peut se présenter sous la forme d'une taxe ou sous une forme différente, mais c'est un signal clair et la plupart des industries européennes ont suivi la recommandation de la Banque mondiale qui demande une tarification du carbone le plus tôt possible.

Cela fonctionne, bien sûr, si le signal est clair, s'il est cohérent sur la durée, s'il est stable et s'il ne fausse pas la concurrence. Nous savons certes que la COP 21 ne définira pas le prix du carbone et n'affirmera probablement pas que la tarification du carbone est nécessaire, car il est encore trop tôt pour en juger, mais parfois les gens ont un temps d'avance. Cependant, des systèmes de tarification du carbone sont actuellement mis en place, et nous allons devoir travailler très dur pour nous assurer que les différents systèmes sont cohérents, que les revenus de la



tarification du carbone sont utilisés pour combattre le changement climatique et qu'ils n'atterrissent pas dans d'autres poches.

Je dirai donc pour conclure que nous sommes face à un énorme défi. Je pense que la réussite, comme vous l'avez dit, reposera sur la coopération et la confiance. Pour générer de la confiance, il faut des mesures, de la visibilité et de la cohérence sur la durée. Nous ne parlons pas ici d'une courte période, mais d'une période de 25 ou 50 ans. L'innovation, en particulier l'innovation rentable, sera un facteur de poids. Le seul moyen de lever des fonds privés est d'organiser un cadre permettant de « gagner de l'argent », c'est essentiel. Si des perspectives de rentabilité existent, il sera possible de trouver ces 100 milliards USD, et bien plus encore.

La coopération et la confiance, bien sûr, sont la résultante d'une gouvernance ad hoc, et je vais laisser aux autres membres du panel le soin de développer ce sujet. Mais il est vrai que la capacité à anticiper et à coopérer, que ce soit entre entreprises, entre entreprises et villes, ou entre entreprises et gouvernements, constitue un facteur clé de réussite. Je ne parle pas de la coopération entre gouvernements. La capacité à lever des fonds privés est absolument essentielle et dépendra du type de gouvernance. Nous avons accompli des progrès concernant la COP 21. Les entreprises ont été invitées à donner leur avis dans le cadre d'une approche basée sur le dialogue.

Enfin, en matière de gouvernance, le changement climatique est un sujet qui est selon moi lié à d'autres sujets très importants pour le monde, tels que la pauvreté et les villes. Intégrer, du moins de manière transversale, les actions contre le réchauffement climatique pour réduire la pauvreté et investir davantage dans la construction de villes meilleures pourrait être un formidable atout pour la croissance future et pour les populations, et notre entreprise considère qu'il existe là des opportunités.